

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
(C. P. S.)

SOMMAIRE

ARTICLE N° 1 : OBJET DU MARCHE ET MODE DE PASSATION
ARTICLE N°2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE
ARTICLE N°3 : AUTRES TEXTES APPLICABLES.
ARTICLE N°4 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS
ARTICLE N° 5 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX
ARTICLE N° 6 : DROITS DE TIMBRES ET ENREGISTREMENT
ARTICLE N° 7 : DELAI D'EXECUTION
ARTICLE N° 8 : PENALITES DE RETARD
ARTICLE N° 9 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC
ARTICLE N° 10 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF
ARTICLE N° 11 : RECEPTIONS PARTIELLE ET DEFINITIVE
ARTICLE N° 12 : MODE DE REGLEMENT
ARTICLE N° 13 : MODALITES DE PAIEMENT
ARTICLE N° 14 : BREVETS
ARTICLE N° 15 : SOUS TRAITANCE
ARTICLE N° 16 : DOMICILE DU TITULAIRE
ARTICLE N° 17 : VALIDITE DU MARCHE
ARTICLE N° 18 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE
ARTICLE N° 19 : DELAI ET RETENUE DE GARANTIE
ARTICLE N° 20 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF
ARTICLE N° 21 : MOYENS
ARTICLE N° 22 : NANTISSEMENT
ARTICLE N° 23 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES
ARTICLE N° 24 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS
ARTICLE N° 25 : RESILIATION DU MARCHE
ARTICLE N° 26 : MESURES COERCITIVES
ARTICLE N° 27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS
ARTICLE N° 28 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL
ARTICLE N° 29 : AVANCES

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché n° / 2025

Passé en application de l'article n° 19 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés :

D'une part :

L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (O.F.P.P.T.),
représenté par son Directeur Général,

Et,

D'autre part :

La société :

- Titulaire du compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

- Adresse du siège social de la société :

- Adresse du domicile élu :

- Affiliée à la CNSS sous le n° :

- Inscrite au registre de commerce de(localité) sous le n° :

- Patente n° :

- Identification fiscale n° :

- Identifiant commun de l'Entreprise (ICE) n° :

- Représentée par :

Monsieur

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE N° 1 : OBJET DU MARCHÉ ET MODE DE PASSATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur l'international sur offres de prix ayant pour objet « **la location des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise (entreprise virtuelle) et la fourniture des prestations de services y afférentes au profit des formateurs et stagiaires du secteur Gestion et Commerce de l'OFPPT.** »

Tranche ferme :

- La location des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise (entreprise virtuelle) au profit des formateurs et stagiaires du 5ème semestre du secteur Gestion et Commerce de 10 sites pilotes de l'OFPPT « Année de formation N, correspondant au lancement du projet ».
- La formation des formateurs sur l'utilisation de la plateforme entreprise virtuelle.

1^{re} Tranche conditionnelle : la location des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise (entreprise virtuelle) au profit des formateurs et stagiaires du 5ème semestre du secteur Gestion et Commerce de l'OFPPT « année de formation N+1, Deuxième année suivant le lancement du projet »

2^e Tranche conditionnelle : la location des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise (entreprise virtuelle) au profit des formateurs et stagiaires du 5ème semestre du secteur Gestion et Commerce de l'OFPPT « année de formation N+2, Troisième année suivant le Lancement du projet »

Il est passé en application de l'alinéa 1 du paragraphe I-1 et de l'alinéa b) du paragraphe I-3 de l'article 19 et de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 relatif aux marchés publics.

ARTICLE N°2 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents contractuels sont par ordre de priorité :

- 1- L'acte d'engagement,
- 2- Le présent cahier des prescriptions spéciales complété par l'offre technique du titulaire,
- 3- Le bordereau des prix - détail estimatif,
- 4- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit dans règlement relatif aux marchés publics de l'office de l'OFPPT, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE N°3 : AUTRES TEXTES APPLICABLES.

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

- 1- Le Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
- 2- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).
- 3- La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (B.O. n°5170 du 18/12/2003) ;
- 4- Le Décret Royal n° 330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
- 5- Le dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- 6- Le dahir n°1.85.347 du 20/12/1985 relatif à l'institution générale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
- 7- L'arrêté 2-3663 du 13 /07/2005 portant organisation financière et comptable de l'OFPPT ;
- 8- Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires ;
- 9- La décision du Ministre des Finances et de la Privatisation - DEPP n° 2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du contrôleur d'Etat de l'OFPPT pour les marchés de fournitures et de prestation de service dont le montant est supérieur à 1 000 000,00 DH.
- 10- L'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'Économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 Juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics.

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.

ARTICLE N°4 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du marché consiste en la location des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise (entreprise virtuelle) et la fourniture des prestations de services y afférentes au profit des formateurs et stagiaires du secteur Gestion et Commerce de l'OFPPT.

Les prestations, **concernant la tranche ferme**, sont réparties en deux phases :

Phase 1 : Formation des formateurs sur l'utilisation de la plateforme

Il s'agit de former 40 formateurs :

- D'une part sur l'usage de la plateforme entreprise virtuelle ;
- D'autre part, sur la maîtrise des différents aspects techniques des solutions de simulation de gestion d'entreprise.

Phase 2 : Location des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise

Cette activité constitue l'axe central du projet. Elle consiste en la mise à la disposition des stagiaires du secteur gestion et commerce de l'OFPPT une plateforme d'application avec des solutions de simulation de gestion d'entreprise, personnalisées, évolutives et bien adaptées aux programmes de formation de l'OFPPT et à l'environnement de l'entreprise marocaine. Ces solutions permettant aux stagiaires de gérer leurs entreprises virtuelles sur un marché concurrentiel sur plusieurs tours. Un tour de simulation correspond à un cycle de prise de décisions opérationnelles, managériales et financières en équipe.

Pour les deux tranches conditionnelles, les prestations objet du marché consistent en la location des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise en vue d'une généralisation progressive sur l'ensemble des établissements de formation professionnelle de l'OFPPT.

ARTICLE N° 5 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX

A- Nature des prix :

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix ou bordereau des prix détail estimatif, le cas échéant, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

B- Caractère des prix

Les prix des prestations objet du présent marché sont fermes.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE N° 6 : DROITS DE TIMBRES ET ENREGISTREMENT

Le titulaire acquitte les droits de timbre dus au titre du marché conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE N° 7 : DELAI D'EXECUTION

Tranche ferme :

Le délai contractuel pour l'exécution de la tranche ferme du marché est fixé à **(12) Mois**. Il commence à courir à compter du lendemain de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement de ces prestations.

1^{re} Tranche conditionnelle : Le délai contractuel pour l'exécution de la tranche conditionnelle est fixé à **(12) mois**.

2^e Tranche conditionnelle : Le délai contractuel pour l'exécution de la tranche conditionnelle est fixé à **(12) mois**.

La 1^{re} tranche conditionnelle ne pourrait se déclencher qu'après la déclaration de la réception définitive de la tranche ferme du marché, et la réception de l'ordre de service prescrivant le commencement de ces prestations.

La 2^e tranche conditionnelle ne pourrait se déclencher qu'après la déclaration de la réception définitive de la 1^{re} tranche conditionnelle, et la réception de l'ordre de service prescrivant le commencement de ces prestations.

Lorsque le maître d'ouvrage décide de renoncer à réaliser une ou plusieurs tranches conditionnelles, il notifie cette décision, par ordre de service, au titulaire.

Aucune indemnité de dédit ou d'attente n'est prévue.

ARTICLE N° 8 : PENALITES DE RETARD

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un pour mille (1/1000) par jour calendaire de retard, calculé sur la base du montant **initial du marché**, avec prise en compte des éventuels avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire de services.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de services de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Le montant global des pénalités au titre des retards est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable du titulaire et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE N° 9 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéants, fixée au taux de dix pour cent (10 %), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des prestations réalisées au Maroc dans le cadre du marché.

ARTICLE N° 10 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à : quarante et un mille dirhams **(41 000,00 DH) hors taxes**.

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 24 du Décret n°2-22-431 du Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 16, paragraphe 1 du CCAG-EMO.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis au maître d'ouvrage.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 15, paragraphe 2 du CCAG -EMO.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf les cas d'application de l'article 52 du CCAG-EMO, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois (3) mois suivant la date de la réception définitive des prestataires s'il a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément aux dispositions de l'article 16, paragraphe 2 du CCAG -EMO.

ARTICLE N° 11 : RECEPTIONS PARTIELLE ET DEFINITIVE

1. Réception partielle :

Les différentes prestations faisant l'objet du marché, sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues dans le marché.

A l'achèvement des phases relatives à chaque tranche une réception partielle est prononcée par le maître d'ouvrage après réception et validation des livrables par la commission désignée.

Cette réception sera sanctionnée par un procès-verbal de réception et validation partielle.

2. Réception définitive :

La réception définitive ne sera prononcée qu'après réception partielle de toutes les phases incombant au titulaire. Un procès-verbal de réception définitive sera établi à cet effet et signé par l'OFPPT.

ARTICLE N° 12 : MODE DE REGLEMENT

Les prestations relatives à ce marché seront réglées pour chaque phase après réception des livrables correspondants, en appliquant les prix unitaires définis par le **titulaire aux quantités réellement exécutées et réceptionnées** conformément aux descriptions figurant au bordereau des prix – détail estimatif et aux conditions particulières du marché.

Les sommes dues au titre du marché sont calculées par application des prix unitaires **aux quantités réellement exécutées** conformément au marché. Les règlements des prestations seront effectués après validation des livrables attendus du prestataire et conformément au tableau ci-dessous :

1. Tranche ferme

N° phase	Phases du projet	Livrables attendus	Nbr de formateurs	Nbr de stagiaire	Quantité	Paielement
1.1	Formation des formateurs	<ul style="list-style-type: none"> - CVs des experts formateurs validés. - Listes de présence de chaque session émise par les participants, l'animateur, et cachetées par le prestataire. - Syllabus de formation - Supports utilisés pour la formation des formateurs - Les scénarios des jeux de simulation par filière. - Grille d'évaluation des formateurs. 	40 Formateurs 2 groupes de formateurs à raison de 3 j/groupe	-	6 jours de formation	Après réception et validation des livrables attendus
1.2	Location des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise	Attestation justifiant le nombre de codes d'accès (licences), à la plate-forme, activées	-	1645 stagiaires	1645 licences stagiaires (étudiants)	À l'issue de l'activation et l'exploitation des licences par les stagiaires

2. Première Tranche conditionnelle :

N° phase	Phases du projet	Livrables attendus	Nbr de formateurs	Nbr de stagiaire	Quantité	Paielement
2.0	Location des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise	Attestation justifiant le nombre de codes d'accès (licences), à la plate-forme, activées	-	22 714 stagiaires	22 714 licences stagiaires	À l'issue de l'activation et l'exploitation des licences par les stagiaires

3. Deuxième Tranche conditionnelle :

N° phase	Phases du projet	Livrables attendus	Nbr de formateurs	Nbr de stagiaire	Quantité	Paielement
3.0	Location des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise	Attestation justifiant le nombre de codes d'accès (licences), à la plate-forme, activées	-	23 170 stagiaires	23 170 licences stagiaires	À l'issue de l'activation et l'exploitation des licences par les stagiaires

ARTICLE N° 13 : MODALITES DE PAIEMENT

Le titulaire adressera à l'OFPPT les factures en cinq exemplaires portant le cachet et la signature du titulaire du marché pour les prestations réalisées.

Les factures doivent être accompagnées des livrables attendues conformément à l'article 12.

Le prestataire doit impérativement établir une facture conformément aux dispositions de l'article 146 du Code Général des Impôts et des dispositions de l'article 78-2 de la Loi 69-21.

Tout dépôt non conforme à la réglementation sera considéré comme nul et non avenu.

Le règlement des prestations réalisées ne devient exigible qu'à la suite de la constatation du service fait et le dépôt des factures auprès du bureau d'ordre de l'Office, au plus tard à la fin du mois de constatation du service fait ou du PV de réception.

Un délai maximum de paiement des prestations réalisées, est de 120 jours à compter de la date de la constatation du service fait ou de PV de réception.

Tout retard ou défaut de dépôt de la facture est passible d'une amende équivalente à l'amende applicable au MO dans le cadre la loi n° 69-21 précitée.

Les sommes dues au titulaire seront réglées à son compte dont le numéro est précisé dans le marché.

Tout changement du numéro de compte doit faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE N° 14 : BREVETS

Le titulaire garantira l'OFPPT, contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque commerciale ou des droits de création. En cas d'actions dirigées contre le maître d'ouvrage par des tiers titulaires de brevets, modèles, dessins, marques de fabrique de commerce ou de services ou de prestations objet du marché, il sera fait recours aux dispositions de l'article 21 du CCAG-EMO.

ARTICLE N° 15 : SOUS TRAITANCE

Toute sous-traitance éventuelle au titre de ce marché se fera dans les conditions de l'article n° l'article n°151 du décret n°2-22-431 du 15 Chaâbane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics. Si le prestataire envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison sociale ou la dénomination et l'adresse du ou des sous-traitants ;
- Dossier administratif des sous-traitants ainsi que leurs références techniques et éancières ;
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le pourcentage des dites prestations, par rapport au montant du marché
- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance ;

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents telles que prévues à l'article 27 du décret n°2-22-431 du 08 mars 2023.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les prestations qui ne peuvent, en aucun cas, faire l'objet de sous-traitance sont les prestations qui portent sur l'objet du présent appel d'offres à savoir la formation des formateurs, la location des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise et la fourniture des services y afférents.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises conformément à l'article 151 du décret n°2-22-431 précité.

Le titulaire du marché est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées.

ARTICLE N° 16 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire du marché est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE N° 17 : VALIDITE DU MARCHE

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de l'OFPPT ou par son délégataire dûment désigné et son visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

ARTICLE N°18 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE N° 19 : DELAI ET RETENUE DE GARANTIE

Pour le présent marché il n'est prévu ni délai ni retenue de garantie.

ARTICLE N° 20 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

En application des dispositions de l'article 16 du CCAG-EMO, le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché ou la caution qui le remplace est libérée après que le titulaire aura réalisé le cautionnement définitif.

Le cautionnement définitif est restitué, sauf les cas de l'application de l'article 52 du CCAG-EMO, par le maître d'ouvrage dans les trois (3) mois suivant l'achèvement du délai contractuel du marché.

ARTICLE N° 21 : MOYENS

En application de l'article 18 du CCAG-EMO, le titulaire est tenu d'affecter à l'exécution des prestations objet du marché, les moyens en personnel et en équipement nécessaires à sa mission (Ressources humains qualifiés, logistique, espace de formation, restauration des formateurs ; outils ...etc).

Sauf dans le cas où l'OFPPT en aurait décidé autrement, le titulaire ne peut apporter aucun changement au personnel proposé dans son offre.

Si le maître d'ouvrage découvre qu'un des membres du personnel du titulaire s'est rendu coupable d'un manquement sérieux et/ou poursuivi pour délit ou crime ou s'il a des raisons suffisantes de n'être pas satisfait de la performance d'un des membres du personnel, le titulaire devra, sur demande motivée de l'OFPPT, fournir immédiatement un remplaçant dont les qualifications et l'expérience doivent, au moins, être égales à celles de la personne à remplacer.

- 1- Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de ces changements
- 2- Le titulaire est tenu de soumettre à l'agrément de l'OFPPT tout changement dans le planning d'intervention de son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du marché.

ARTICLE N° 22 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement du marché, le Maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché public, conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par l'Office de la formation Professionnelle et de la Promotion du Travail en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur Général de l'OFPPT ou son délégué ;
2. Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du futur marché ainsi qu'à bénéficier des nantissemements ou subrogations les renseignements, qui ont été prévus à l'article 8 du dahir susvisé, est le Directeur Général de l'OFPPT ou son délégué ;
3. Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du présent marché ainsi que de l'exemplaire unique sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE N° 23 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

Le prestataire de services doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations de polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE N° 24 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

En cas de contestation entre l'administration et le titulaire, il sera fait recours à la procédure prévue par les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'Œuvre (CCAG-EMO). Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis à la juridiction marocaine compétente statuant en matière administrative.

ARTICLE N° 25 : RESILIATION DU MARCHE

Le marché peut être résilié par l'OFPPT de plein droit dans tous les cas de figure prévus par les textes en vigueur, le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002) et le règlement des marchés de l'OFPPT approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014).

ARTICLE N° 26 : MESURES COERCITIVES

Les dispositions de l'article 52 du CCAG-EMO et de l'article 142 du règlement des marchés de l'OFPPT approuvé le 18 Chaâbane 1435 (16 Juin 2014) seront appliquées.

ARTICLE N° 27 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS

Le soumissionnaire de services ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le soumissionnaire de services ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution. Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE N° 28 : PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL

Le titulaire du marché s'engage à recourir à la main-d'œuvre locale pour l'exécution des prestations objet du marché.


Le cahier des prescriptions spéciales fixe le taux de recours à la main-d'œuvre locale à vingt pour cent (20%) de l'effectif requis pour la réalisation de ces prestations.

Au sens du présent article, on entend par « main d'œuvre locale » la main d'œuvre issue de la commune lieu d'exécution des prestations objet du marché ou, le cas échéant, de la préfecture ou de la province ou de la région

ARTICLE N° 29 : AVANCES

Conformément au décret n°2-14-272 du 14 Rajab 1435 (14 Mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics, le titulaire du marché a droit à une avance qui sera calculée par application de l'article 5 du décret susmentionné. L'avance est accordée en une seule fois sur la base du montant total du marché. Cette avance sera octroyée au titulaire après la notification de l'ordre de service de commencer les prestations objet du marché contre remise d'une caution personnel et solidaire du même montant, ne comportant aucune réserve et demeure affectée aux garanties pécuniaires exigées du titulaire du marché. Le remboursement de cette avance sera effectué par réduction sur chaque acompte d'un montant égale à 25%, de manière que le remboursement de la totalité de l'avance soit opéré lorsque le montant des prestations exécutées aura atteint 80% du montant du marché. Si ces sommes n'atteignent pas 80% du montant initial du marché, le solde à rembourser sera prélevé sur le décompte(n) et dernier, si le marché ne donne pas lieu à versement d'acomptes et fait l'objet d'un seul règlement, l'avance est récupérée en une seule fois par précompte sur le règlement.

La révision des prix n'est pas prise en compte dans le calcul du montant de l'avance. Les taux et les conditions de versement et de remboursement de l'avance ne peuvent pas être modifiés par avenant.

LE SOUMISSIONNAIRE	LE MAITRE D'OUVRAGE
Lu et accepté	Brahim EL FALAKI  Directeur De La Recherche Et De L'Ingénierie De La Formation

CAHIER DES SPECIFICATIONS

TECHNIQUES

(C.P.T)

SOMMAIRE

1. Informations générales

1.1. Contexte général

1.2. Présentation du secteur économique concerné

2. Objectifs, périmètre et suivi de la mission

2.1. Cadre

2.2. Objectifs du projet

2.3 Description de l'outil de simulation de gestion attendu

2.4. Population cible

2.5. Consistance de la mission

2.6. Résultats attendus de la mission

2.7. Cadre de l'intervention

2.8. Comité de pilotage

2.9. Comités de suivi de réception et de validation

ANNEXES

ANNEXE 1 : Bordereau des prix / Détail estimatif

ANNEXE 2 : MODELE DE CURRICULUM VITAE

ANNEXE 3 : Fiches profil des filières de formation

ANNEXE 4: Modèle de syllabus

1. Informations générales

1.1. Contexte général

La réflexion menée actuellement au niveau national porte sur l'atteinte d'un Maroc des compétences, où tous les citoyens disposent de capacités et jouissent d'un bien-être leur permettant de prendre en main leur projet de vie et de contribuer à la création de valeur. Une ambition qui ne peut être portée que par un capital humain aux capacités et aux compétences renforcées et mieux préparé pour l'avenir.

Le capital humain est le moteur de la dynamique du développement, de l'inclusion et de la réactivation de l'ascenseur social national. Il est également le principal déterminant de la capacité du Royaume à créer des richesses et à accélérer sa convergence vers les standards des nations avancées, et ce à travers la valorisation des connaissances et des compétences.

Dans cette optique, l'adéquation entre la formation et l'emploi constitue un véritable défi pour la consolidation du positionnement du Maroc dans la société de la connaissance parmi les pays émergents. Ceci explique la prise de conscience collective du rôle nouveau que la formation professionnelle est appelée à jouer dans le domaine du développement des compétences.

C'est dans cette perspective que l'OFPPT a établi un nouveau modèle pédagogique, avec une vision ambitieuse fondée sur l'excellence, à travers lequel il a intronisé toutes ses ressources pour la mise en place d'un nouveau système de formation axé sur la performance durable.

1.2. Présentation du secteur économique concerné

L'économie nationale regroupe trois grands secteurs : l'agriculture, la pêche et l'exploitation minière (le secteur primaire), l'industrie (le secteur secondaire) et toutes les activités restantes sont classées dans ce que l'on appelle le secteur tertiaire. Ce dernier recouvre un vaste champ d'activités qui s'étend du commerce à l'administration, en passant par les transports, les activités financières et immobilières, les services aux entreprises et services aux particuliers, l'éducation, la santé et l'action sociale.

Depuis plusieurs années, nous assistons à une tertiarisation de l'activité économique au niveau national. Cette tendance s'est accentuée en 2015. Elle est plus visible du côté de l'activité du commerce, de celle de l'immobilier et des services rendus aux entreprises, de l'administration publique, de l'éducation et de la santé. Cette tendance à la tertiarisation de l'économie n'est pas spécifique au Maroc, elle est aussi mondiale. De nombreux pays aussi bien développés qu'en voie de développement ont connu le même essor au cours de ces dernières décennies.

L'amélioration de la croissance du secteur tertiaire durant ces deux dernières décennies a concerné la plupart des branches d'activité. Le secteur touristique a connu un réel essor avec une progression des arrivées de touristes, atteignant environ 14,5 millions de visiteurs fin 2023. La croissance des activités tertiaires a été également tirée par le secteur des transports qui a fait l'objet de différentes réformes.

Quant au secteur Postes et télécommunications, il a enregistré également de bonnes performances tirées par l'essor important des nouvelles technologies de l'information. Cette performance est attribuable en grande partie à la vision stratégique pour le développement des nouvelles technologies de l'information

et de la communication (TIC), qui a permis d'intégrer les TIC au sein d'un grand nombre d'entreprises pour améliorer leur compétitivité et d'augmenter considérablement le nombre d'abonnés à l'internet. De même, Non moins important, le secteur financier occupe une place vitale dans le dynamisme de l'économie marocaine notamment dans le processus d'accumulation du capital, de la hausse de la productivité et d'apport à la valeur ajoutée nationale. Et ce, grâce à la stratégie globale engagée par l'Etat marocain pour le développement et la modernisation du secteur financier et bancaire en vue de permettre une mobilisation efficace de l'épargne et son allocation efficiente dans les circuits économiques tout en favorisant l'inclusion financière. Finalement, Le secteur du commerce et de la distribution est l'un des piliers de l'économie nationale : deuxième pourvoyeur d'emplois au niveau national, il représente, plus de 12% de la population active du royaume.

Importance du secteur des services au Maroc

Le secteur des services reste le secteur moteur de la croissance économique Marocaine, il représente 53,2% du PIB et s'accapare 47,4% de la part du marché de l'emploi du royaume en 2022.

Rubriques	Chiffres clés du secteur des services en 2022
Taux de croissance	9,5%
Nombre d'entreprises	Plus de 2/3 des entreprises opèrent dans le secteur tertiaire
Nombre d'emplois	47,4% du marché de l'emploi au Maroc, soit environ 4 200 000 personnes
Valeur ajoutée du Secteur	53,2% du PIB

En somme, Le secteur des services au Maroc est relativement développé. Les services sont très dynamiques grâce notamment aux activités commerciales, les transports, les télécommunications le tourisme (hôtellerie, services touristiques, services de loisirs...) et au secteur bancaire et de la finance. À titre d'exemple, Casablanca est le plus grand centre financier du Maroc et au Maghreb. Aussi, la ville est appelée à devenir un hub financier international.

De ce fait, l'analyse sectorielle de la structure du PIB en 2022 fait apparaître une tertiarisation du tissu productif national : 52,3 % contre 26,04 % pour le secteur secondaire et 10,66 % pour le secteur primaire.

2. Objectifs, périmètre et suivi de la mission

2.1. Cadre

Ce projet, ayant pour objet la location des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise (entreprise virtuelle) et la fourniture des prestations de services y afférentes au profit des formateurs et stagiaires du secteur Gestion et Commerce de l'OFPPT, s'inscrit dans le cadre du modèle pédagogique adopté par l'OFPPT qui prévoit entre autres :

- La modernisation des méthodes et outils pédagogiques ;

- La modernisation des infrastructures dédiées à la formation avec intégration des plateformes sectorielles d'application.

Le projet entreprise virtuelle a pour finalité de préparer les stagiaires du secteur Gestion et Commerce aux réalités du monde de l'entreprise et ce en leur permettant de :

- Vivre une expérience ludique de gestion d'entreprise virtuelle dans un environnement qui s'approche de la réalité du terrain (Learning by doing) ;
- Mettre en pratique les connaissances et savoir-faire acquis au cours de leurs cursus de formation.
- Comprendre l'importance d'une vision globale de l'entreprise (360°).
- Développer des soft skills liées au : travail en équipe, prise d'initiative, communication, résolution de problèmes, créativité, esprit critique, empathie

2.2. Objectifs du projet

Objectif 1 : Mettre à la disposition des formateurs et des stagiaires du 5^{ème} semestre des filières diplômantes du secteur gestion et commerce de l'OFPPT une plateforme d'application, avec des solutions de simulation de gestion d'entreprise, personnalisée, évolutive et bien adaptée aux programmes de formation de l'OFPPT et à l'environnement de l'entreprise marocaine.

Objectif 2 : Assurer la formation des formateurs de l'OFPPT sur l'utilisation de la plateforme et des solutions de simulation de gestion.

2.3. Description de l'outil de simulation de gestion attendu :

L'entreprise virtuelle (aussi appelé "simulation de gestion" ou "business game") est un outil pédagogique permettant la découverte et l'utilisation de connaissances, savoir-faire, savoir être liés aux différents métiers de l'entreprise, de manière concrète, ludique et interactive.

Cet outil pédagogique est basé sur un logiciel modélisant un environnement concurrentiel et l'action d'entreprise dans cet environnement. Les entreprises en question sont gérées par les participants à l'action pédagogique, regroupés en équipes concurrentes. Ces participants endossent le rôle des responsables fonctionnels.

Les stagiaires seront donc regroupés en équipes, qui chacune représente une entreprise. Ces entreprises se retrouvent en concurrence sur un marché, et doivent agir pour obtenir la "meilleure" performance. À partir de données initiales sur l'entreprise et son environnement, chaque équipe doit analyser la situation présente (concurrence, évolution des marchés, ressources et capacités de l'entreprise). Elle doit faire des choix (stratégie, développement...) et puis prendre des décisions sur des variables marketing et commerciales.

D'autres compétences leur seront demandées telle que la gestion financière (financement des investissements, coûts, marges), la gestion de la production (volumes, achats) et la gestion des ressources humaines.

Ces décisions sont saisies sur la plateforme. Le logiciel les compare entre elles, prend en compte les nouveaux paramètres de la conjoncture, et simule une période d'activité de l'entreprise (1 mois, 1 trimestre, 1 année virtuelle, variable suivant les logiciels). Les résultats de la période passée sont communiqués aux participants. Un nouveau cycle de décisions peut alors être joué.

Ainsi, la plateforme de l'entreprise virtuelle proposée doit correspondre à un outil pédagogique moderne convivial et attrayant basé sur l'expérimentation, présentée sous un aspect de Business Game permettant aux « participants – stagiaires » de mettre en pratique les connaissances théoriques acquises tout au long de leur cursus de formation et de développer des soft skills telles que la prise de décisions, le travail d'équipe, la communication, la résolution de problèmes et le leadership.

La plateforme de l'entreprise virtuelle proposée doit être basée sur Le principe pédagogique de l'immersion virtuelle des stagiaires dans un environnement concurrentiel. De ce fait, elle doit permettre aux stagiaires, en tant que responsables fonctionnels de leurs entreprises, de mettre à l'épreuve leurs compétences techniques et de réaliser leurs projets au cours des sessions de travail en équipe en favorisant leur apprentissage d'une manière continue.

Elle doit également garantir pour chaque participant-stagiaire la possibilité d'apprendre, d'appréhender et de comprendre, à son rythme, seul ou en équipe via un processus d'expérimentation, de découverte et de pratique.

De même, la plateforme doit intégrer des solutions modélisant un environnement concurrentiel et l'action d'entreprises dans cet environnement. La simulation se réalise sur plusieurs tours (environ 12) de 1heure à 3 heures. Ces solutions pédagogiques des « jeux d'entreprise » doivent être bien adaptées aux niveaux et aux profils des stagiaires du secteur gestion et commerce et couvrant les différents domaines :

- Management ;
- Comptabilité et Finance ;
- Gestion entrepreneuriale ;
- Commerce et marketing ;
- Gestion des ressources humaines ;
- Administration.

Pareillement, La plateforme doit permettre aux stagiaires la réalisation des activités pédagogiques telles que :

- Les études de marché ;
- L'établissement et L'analyse des états comptables et financiers ;
- Le Calcul des coûts et des marges ;
- Le calcul du coût du personnel ;
- L'élaboration des prévisions commerciales et des budgets commerciaux ;
- L'élaboration du plan et budget de production ;
- L'élaboration du budget RH
- L'élaboration d'un business model dans le cadre du plan de développement de leurs entreprises.
- Déterminer le budget et les prix de ventes rationnels pour conquérir de nouveaux marchés.

- Une bonne gestion de stock
- Conduite et pilotage à l'aide des indicateurs afin d'obtenir des meilleurs résultats...

2.4. Population cible :

La population cible est constituée des :

- Stagiaires de l'OFPPT inscrits en 5ème semestre de formation dans les filières diplômantes de la Gestion et du Commerce ;
- Formateurs du secteur Gestion et Commerce appelés à prendre en charge le module « simulation de gestion ».

Son effectif prévisionnel est réparti comme suit :

Tranche	Année de formation	Effectif formateurs	Effectif <u>prévisionnel</u> stagiaires
Ferme	Année de formation N (correspondant au lancement du projet)	40	1645
1 ^{re} tranche Conditionnelle	Année de formation N +1	360	22 714
2 ^e tranche Conditionnelle	Année de formation N + 2	20	23 170

NB :

- Les 40 formateurs formés sur la solution entreprise virtuelle prendront en charge la formation :
 - ✓ Des stagiaires de leur établissement ;
 - ✓ Des formateurs concernés par la 1^{ère} et de la 2^{ème} tranche conditionnelle.
- Par stagiaire, on entend tout apprenant qui suit une formation au sein d'un établissement de formation professionnelle relevant de l'OFPPT.

2.5. Consistance de la mission:

Elle consiste à :

- Former les formateurs sur l'utilisation de la plateforme entreprise virtuelle ;
- Mettre à la disposition des stagiaires et des formateurs une plateforme d'application « Entreprise Virtuelle » avec des solutions de simulation de gestion d'entreprise.

Cette intervention est déclinée par tranche et par phase comme suit :

1. Tranche ferme :

Phase	Désignation	Volume
1.1	Formation des formateurs sur l'utilisation de la plateforme entreprise virtuelle	
	Formation de 40 formateurs au minimum (2 groupes de 20 formateurs)	6 jours de formation
1.2	La location des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise	
	Activation des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise (entreprise virtuelle) et la fourniture des prestations de services y afférentes au profit des formateurs et stagiaires du 5ème semestre du secteur Gestion et Commerce de 10 sites pilotes de l'OFPPT « année de formation N, correspondant au lancement du projet ».	1645 licences stagiaires

2. Première Tranche conditionnelle :

Phase	Désignation	Volume annuel
2.0	La location des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entrepris	
	Activation des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise (entreprise virtuelle) et la fourniture des prestations de services y afférentes au profit des formateurs et stagiaires du 5ème semestre du secteur Gestion et Commerce de l'OFPPT « année de formation N+1, Deuxième année suivant le lancement du projet »	22 714 licences stagiaires (étudiants)

3. Deuxième Tranche conditionnelle :

Phase	Désignation	Volume annuel
3.0	La location des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise	
	Activation des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise (entreprise virtuelle) et la fourniture des prestations de services y afférentes au profit des formateurs et stagiaires du 5ème semestre du secteur Gestion et Commerce de l'OFPPT « année de formation N+2, Troisième année suivant le Lancement du projet »	23 170 licences stagiaires (étudiants)

La consistance du projet est détaillée ci-dessous :

1. Tranche ferme :

Phase 1.1 : : Formation des formateurs sur l'utilisation de la plateforme

Le prestataire s'engage à Former 40 formateurs :

- D'une part sur l'usage de la plateforme entreprise virtuelle ;
- D'autre part, sur la maîtrise des différents aspects techniques des solutions de simulation de gestion d'entreprise.

Au terme de cette formation, lesdits formateurs devront être capables d'animer le module simulation de gestion d'entreprises et de la pratique de la plateforme entreprise virtuelle au profit des stagiaires du secteur gestion et commerce.

La formation des formateurs devrait se dérouler sur 3 jours par groupe de 20 formateurs.

Ainsi, le prestataire doit détailler le programme de formation à travers un syllabus (objectifs pédagogiques ; compétences cibles ; durée, démarche pédagogique, programme quotidien ...etc) selon le modèle de canevas fourni par le maître d'ouvrage. **(Annexe 4)**

Les formations des formateurs prévues dans ce cadre se feront uniquement par les Experts désignés dans l'offre ;

-Mode et logistique de Formation :

La formation doit se dérouler en présentiel. Le prestataire doit garantir l'adaptabilité des modes de formation en fonction des besoins pour l'atteinte des objectifs de la formation, et ce, en concertation avec l'équipe du maître d'ouvrage.

-Fourniture les scénarios de jeux de simulation de gestion et les supports de Cours : scénarios de jeux de simulation de gestion par filière, contenu Pédagogique (Supports de formation) : Le prestataire doit fournir des supports de formation complets, actualisés et adaptés aux thèmes de formation établis. Le contenu doit être clair, concis et orienté vers des objectifs d'apprentissage spécifiques. Les différents documents doivent être livrés à l'équipe du maître d'ouvrage pour validation avant la réalisation de la formation.

-Formats Variés : Les scénarios de jeux et les supports de formation doivent être disponibles dans des formats variés, tels que des documents imprimés, des fichiers électroniques, pour répondre aux exigences de la formation.

- Salle de Formation Équipée : Le soumissionnaire doit assurer la mise en place d'une salle de formation équipée conformément aux exigences techniques, y compris les ordinateurs, les dispositifs audiovisuels et l'accès Internet.

- Restauration (Pause-Café) : Le soumissionnaire est responsable de la fourniture de repas de qualité, comprenant les pause-café, afin d'assurer le confort des participants tout au long de la journée.

Un retro-planning prévisionnel sera élaboré avec le prestataire lors de la réunion de démarrage.

Phase 1.2 : La location des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise

Cette activité constitue l'axe central du projet. Mettre à la disposition des stagiaires du secteur gestion et commerce de l'OFPPT une plateforme d'application avec des solutions de simulation de gestion d'entreprise, personnalisées, évolutives et bien adaptées aux programmes de formation de l'OFPPT et à l'environnement de l'entreprise marocaine. Ces solutions permettant aux stagiaires de gérer leurs entreprises virtuelles sur un marché concurrentiel sur plusieurs tours. Un tour de simulation correspond à un cycle de prise de décisions opérationnelles, managériales et financières en équipe.

a-Déploiement par région

La solution entreprise virtuelle sera implanté dans 10 sites de formation sélectionnés par l'OFPPT. Les bénéficiaires de ces établissements auront un accès à la plateforme pour une durée d'une année. La période de déroulement de la formation du module simulation de gestion d'entreprise démarre le début du mois octobre et elle prend fin en décembre de la même année.

Le tableau ci-après donne la liste des sites pilotes ainsi que l'effectif prévisionnel des stagiaires cibles, à titre indicatif pour l'année 2025-2026 :

DR	Etablissement de formation professionnel	Effectif prévisionnel des Stagiaires 2025-2026
SM	Cite des métiers et des compétences Agadir	69
PS	Cite des métiers et des compétences Laâyoune	107
OR	Cite des métiers et des compétences Nador	84
RSK	Cite des métiers et des compétences Rabat	107
BM-K	Institut spécialisé de gestion et d'informatique Beni Mellal	137
CS	Institut spécialisé de gestion et d'informatique Casablanca	137
MS	Institut spécialisé de gestion et d'informatique Marrakech	340
FM	Institut spécialisé de technologie appliquée Hay Al Adarissa Fès	291
TTA	Institut spécialisé de technologie appliquée Ibn Marhal Tanger	250
DT	Institut spécialisé de technologie appliquée Mohamed El Fassi Errachidia	132
	Total général	1 645

NB : Le nombre moyen de stagiaires par groupe est d'environ 20 stagiaires. Le choix des sites pilotes peut être ajusté par le maitre d'ouvrage, tout en maintenant un total de 10 sites.

Le tableau suivant reprend la répartition des effectifs prévisionnels des stagiaires par filières de formation :

Filière de formation	Effectif 2 ^{ème} année
Technicien spécialisé	1 166
Gestion des Entreprises option Commerce et Marketing	423
Gestion des Entreprises option Comptabilité et Finance	458
Gestion des Entreprises option Office Manager	47

Gestion des Entreprises option Ressources Humaines	238
Technicien	479
Assistant Administratif option Commerce	129
Assistant Administratif option Comptabilité	157
Assistant Administratif option Gestion	193
Total général	1 645

b-Assistance au déploiement de la solution :

Cette activité consiste à

- Accompagner les équipes de directions centrales, régionales et locales à l'implémentation de la plateforme dans les différents sites pilotes de formation concernés.
 - Appui dans l'élaboration de la liste des équipements de l'espace salle entreprise virtuelle ;
 - Appui et accompagnement à l'installation et à l'utilisation des équipements ;
 - Appui à l'utilisation de la plateforme.
- Assurer tout au long de la mission les interventions pour la maintenance liée au fonctionnement de la plateforme.

2.Première Tranche conditionnelle :

Il est important de signaler que le démarrage de cette tranche est tributaire de la clôture de la tranche ferme.

Phase 2.0 La location des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise

a-Déploiement par région

Au titre de la deuxième année suivant le lancement du projet, l'utilisation de la plateforme entreprise virtuelle sera généralisée à l'ensemble des établissements de formation (EFP) de l'OFPPT abritant les filières du secteur Gestion et Commerce du secteur gestion et commerce. Soit 181 établissements. L'effectif **prévisionnel** des stagiaires bénéficiaires sera environ 22 714 stagiaires (2026-2027). Sa répartition par direction régionale et par niveau de formation se présente comme suit :

Direction régionale	Nombre de EFP	Assistant Administratif	Gestion des Entreprises
Béni Mellal-Khénifra	14	608	1062
Casablanca Settat	40	1589	4357
Drâa-Tafilalet	7	299	471
Fès-Meknès	16	725	2014
Marrakech-Safi	8	338	806
Oriental	24	676	1310
Provinces du Sud	10	529	899
Rabat-Salé-Kénitra	35	724	3416
Souss-Massa	13	565	741
Tanger-Tétouan-Al Hoceima	14	519	1067
Total général	181	6571	16143

NB : Le nombre moyen de stagiaires par groupe est d'environ 20 personnes.

Le tableau ci-après donne la répartition des stagiaires par filières de formation de formation.

Filière de formation	
Technicien spécialisé	
Gestion des Entreprises option Commerce et Marketing	38%
Gestion des Entreprises option Comptabilité et Finance	45%
Gestion des Entreprises option Office Manager	4%
Gestion des Entreprises option Ressources Humaines	13%
Total	100%
Technicien	
Assistant Administratif option Commerce	22%
Assistant Administratif option Comptabilité	48%
Assistant Administratif option Gestion	30%
Total	100%

b-Assistance au déploiement de la solution :

Cette activité consiste à

- Accompagner les équipes de directions centrales, régionales et locales à l'implémentation de la plateforme dans les différents sites de formation concernés.
 - Appui et accompagnement à l'installation et à l'utilisation des équipements ;
 - Appui à l'utilisation de la plateforme
- Assurer tout au long de la mission les interventions pour la maintenance liée au fonctionnement de la plateforme.

3.Deuxieme Tranche conditionnelle :

Il est Important de signaler que le démarrage de cette tranche est tributaire de la clôture de la 1^{re} tranche conditionnelle.

Phase 3.0 : La location des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise

a-Déploiement par région

Au titre de la troisième année suivant le lancement du projet, l'utilisation de la plateforme entreprise virtuelle sera généralisée à l'ensemble des établissements de formation (EFP) de l'OFPPT abritant les filières le secteur Gestion et Commerce du secteur gestion et commerce. Soit 181 établissements.

L'effectif **prévisionnel** des stagiaires bénéficiaires sera environ 23 170 stagiaires (2027-2028). Sa répartition par direction régionale et par niveau de formation se présente comme suit :

Direction régionale	Nombre de EFP	Assistant Administratif	Gestion des Entreprises
Béni Mellal-Khénifra	14	620	1084
Casablanca Settat	40	1621	4444
Drâa-Tafilalet	7	305	480
Fès-Meknès	16	740	2054
Marrakech-Safi	8	345	822
Oriental	24	690	1336
Provinces du Sud	10	540	917
Rabat-Salé-Kénitra	35	738	3484
Souss-Massa	13	576	756
Tanger-Tétouan-Al Hoceima	14	530	1088
Total général		6705	16465

NB : Le nombre moyen de stagiaires par groupe est d'environ 20 personnes.

b-Assistance au déploiement de la solution :

Cette activité consiste à

- Accompagner les équipes de directions centrales, régionales et locales à l'implémentation de la plateforme dans les différents sites de formation concernés.
 - Appui et accompagnement à l'installation et à l'utilisation des équipements ;
 - Appui à l'utilisation de la plateforme
- Assurer tout au long de la mission les interventions pour la maintenance liée au fonctionnement de la plateforme.

2.6. Résultats attendus de l'assistance technique :

1. Tranche ferme :

Phases	Activités	Résultats attendus
1.1. Formation des formateurs	<ul style="list-style-type: none"> - Formation de 40 formateurs sur : <ul style="list-style-type: none"> • L'usage de la plateforme entreprise virtuelle ; • La maîtrise des différents aspects techniques des solutions de simulation de gestion d'entreprise. 	<ul style="list-style-type: none"> - CVs des experts formateurs validés. - Listes de présence de chaque session émargée par les participants, l'animateur, et cachetées par le prestataire. - Syllabus de formation - Supports utilisés pour la formation des formateurs - Les scénarios des jeux de simulation par filière. - Grille d'évaluation des formateurs.
1.2. Location des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à l'utilisation de la plateforme - Accès, activation des licences d'utilisation d'une solution plateforme EV avec des simulations adaptées aux programmes OFPPT - Résolution des dysfonctionnements techniques et fonctionnels qui apparaissent pendant le déploiement. 	Attestation justifiant le nombre de codes d'accès (licences), à la plateforme, activés

2.Première Tranche conditionnelle :

Phases	Activités par année	Résultats attendus par année
2.0. Location des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à l'utilisation de la plateforme - Accès, activation des licences d'utilisation d'une solution plateforme EV avec des simulations adaptées aux programmes OFPPT - Résolution des dysfonctionnements techniques et fonctionnels qui apparaissent pendant le déploiement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Attestation justifiant le nombre de codes d'accès (licences), à la plate-forme, activés.

3.Deuxieme Tranche conditionnelle :

Phases	Activités par année	Résultats attendus par année
3.0. Location des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à l'utilisation de la plateforme - Accès, activation des licences d'utilisation d'une solution plateforme EV avec des simulations adaptées aux programmes OFPPT - Résolution des dysfonctionnements techniques et fonctionnels qui apparaissent pendant le déploiement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Attestation justifiant le nombre de codes d'accès (licences), à la plate-forme, activés.

* : Le déroulement proposé est prévisionnel. Le prestataire peut apporter des optimisations qu'il juge pertinentes, sous réserve de l'accord du maître d'ouvrage, tout en restant toutefois engagé à respecter le délai global stipulé à l'article N° 7 du CPS.

2.5 Cadre de l'intervention

L'intervention, objet de ce projet, est domiciliée au sein de la Direction de la Recherche et de l'Ingénierie de la Formation (DRIF), à Casablanca.

- **Déroulement de l'intervention**

- **Méthode d'intervention :**

Les soumissionnaires proposent leurs méthodes pour atteindre les objectifs et obtenir les résultats demandés. L'OFPPT attend des soumissionnaires l'indication de leur parfaite compréhension des contraintes liées à la mise en œuvre du projet et de la définition de leurs modes d'approche et de traitement.

L'offre doit présenter les CV des experts selon le modèle en **annexe 2**

Le soumissionnaire est tenu de préciser dans son offre **les activités à réaliser par les experts internationaux en dehors du Maroc**, ainsi que les durées et le planning de réalisation desdites activités.

- **Moyens à mettre en œuvre :**

Pour la réussite de sa mission, le contractant s'engage à procéder avec la diligence maximale, notamment à l'occasion de toute affectation, déplacement, installation ou remplacement de personnel à mettre en œuvre tout son capital technique, son savoir-faire et sa documentation.

- **Langue utilisée :**

La langue utilisée durant l'intervention, tant dans les rapports oraux que dans les documents écrits, entre les responsables et agents de l'OFPPT et ceux du contractant sera la langue française.

- **Calendrier de l'intervention :**

Tranche ferme : La durée calendaire du projet est de **12 mois**.

1^{re} Tranche conditionnelle : La durée calendaire du projet est de **12 mois**.

2^e Tranche conditionnelle : La durée calendaire du projet est de **12 mois**

Le soumissionnaire fera une proposition d'un calendrier d'exécution. Aucune modification de ce calendrier ne pourra survenir, après acceptation par l'OFPPT, sans accord préalable des deux parties contractantes.

2.6. Comité de pilotage

Il sera institué un Comité de pilotage du projet présidé par le Directeur de la recherche et de l'ingénierie de la formation qui en fixera la composition (DRIF) dont la mission est de veiller sur le pilotage de la mise en œuvre du projet. Ce Comité, se réunira chaque fois que nécessaire.

2.7. Comités de suivi de réception et de validation

Ces comités qui seront constitués par décisions du DRIF, assureront le suivi, l'examen de l'exécution des différentes phases qui lui ont été affectées. A cet effet, ils seront chargés de :

- Examiner et émettre leurs avis et observations sur les livrables élaborés par le prestataire
- Etablir les PV de réceptions partielles de chaque phase.

2.8. Livrables attendus :

Les Livrables attendus liées au projet doivent être **livrées en quatre exemplaires versions papier et sur supports informatiques (Version modifiable).**

ANNEXES

Annexe 1 : Bordereau des prix / détail estimatif (Tranche ferme /Tranches conditionnelles)

Annexe 2 : Modèle de Curriculum Vitae

Annexe 3 : Fiches profil des filières de formation

Annexe 4 : Modèle de syllabus

ANNEXE 1 :

Bordereau des prix / Détail estimatif :

Prix n°	Désignation des prestations	Nbr de formateurs	Nbr de stagiaire	Unité	Quantité (1)	Prix unitaire en Hors TVA (2)	Prix Total en Hors TVA en chiffres (3) = (1) x (2)
						En chiffre	
1							
1.1	Formation des formateurs	40	-	Jour de formation	6		
1.2	Location des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise	-	1645	Licence stagiaire	1645		
2							
2.0	Location des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise	-	22 714	Licence stagiaire	22 714		
3							
3.0	Location des licences d'utilisation de solutions de simulation de gestion d'entreprise	-	23 170	Licence stagiaire	23 170		
Total en Hors TVA							
Total TVA (Taux 20 %)							
Montant Total (compris TVA)							

NB : le prix des licences stagiaires inclut les prix du pack licences instructeurs et service assistance à l'implémentation et à la maintenance de la plateforme.

Fait à.....le

Signature et cachet du (concurrent)

ANNEXE 2 : MODELE DE CURRICULUM VITAE

Rôle proposé dans le projet :

Nom de famille :

Prénom (s) :

Date de naissance :

Nationalité :

Etat civil :

Diplômes :

Institution	Date de début- Date de fin	Titre (s) ou Diplôme (s) :	Obtenu (s)

Connaissances linguistiques : Indiquer les connaissances sur une échelle de 1 à 5.

(1-niveau excellent ; 5-niveau rudimentaire)

Langue :	Lu :	Parlé :	Ecrit :

Appartenance à un organisme professionnel :

Autres compétences : (par exemple, connaissances informatiques, etc.)

Situation présente :

Année d'ancienneté auprès de l'employeur :

Qualifications principales : (pertinentes pour le projet)

Expérience spécifique dans la région :

Pays	Date de début- Date de fin	Contenu

Expérience professionnelle

De (date à date)	Lieu	Entreprise	Fonction

Autres informations utiles (par exemple, publications)

Annexe 3 : Fiches profil des filières de formation

Secteur Gestion et Commerce

Fiche profil du Technicien Spécialisé en Gestion des Entreprises Option Finance et Comptabilité

Descriptif du métier	<p>Le Technicien Spécialisé en Gestion des Entreprises Option Finance et Comptabilité, au sein des services administratifs, comptables et financiers des entreprises, autres organisations, ou des cabinets comptables qui l'emploient :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Organise et réalise la gestion des obligations comptables, fiscales et sociales ; ✓ Analyser et justifier les comptes ; ✓ Participe à l'élaboration et à la communication des informations financières et de gestion ; ✓ Contribue aux prévisions et à la préparation des décisions.
Qualités indispensables pour réussir l'exercice du métier	<ul style="list-style-type: none"> - Le sens de la rigueur ; - Le sens de la communication ; - L'adaptabilité ; - La capacité à travailler en équipe, mais aussi en autonomie en prenant des initiatives ; - La capacité d'organiser son activité ; - Le souci d'enrichir et de mettre à jour en permanence ses connaissances ; - Les qualités relationnelles ; - L'esprit d'analyse ; - Le respect de la confidentialité des informations traitées.
Compétences techniques clés pour l'exercice du métier	<ul style="list-style-type: none"> - Tenir la comptabilité générale d'une entreprise ; - Réaliser les travaux de fin d'exercice et l'établissement des états de synthèse ; - Elaborer les déclarations fiscales ; - Utiliser efficacement les TIC et des logiciels de gestion ; - Procéder à la révision des comptes ; - Maîtriser la comptabilité approfondie ; - Analyser la situation financière de l'entreprise ; - Participer aux opérations de consolidation du groupe selon les normes comptables internationales ; - Calculer les coûts et les résultats analytiques ; - Etablir les budgets et les tableaux de bord ;

	- Gérer la trésorerie ;
Perspectives d'évolution de carrière	<p>Après quelques années d'expérience et après avoir démontré ses compétences professionnelles, le Technicien Spécialisé en Gestion des Entreprises Option Finance et Comptabilité se verra confier des responsabilités plus importantes d'encadrement et de pilotage dans les divers départements de l'entreprise. Il peut également prendre la responsabilité d'une PME.</p> <p>De même, il a plusieurs possibilités d'évolution de carrière surtout vers des fonctions d'encadrement par promotion interne et par voie de la formation continue. Il peut s'orienter vers des postes tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Chef Comptable ; ✓ Contrôleur de Gestion ; ✓ Auditeur Financier ; ✓ Directeur Administratif et Financier

Secteur Administration, Gestion et Commerce

Fiche profil du Technicien Spécialisé en Gestion des Entreprises Option Commerce

Descriptif du métier	<p>Le Technicien Spécialisé en Gestion des Entreprises Option Commerce et Marketing a un rôle moteur dans la pérennité de l'entreprise. Sa mission principale est de porter l'image de l'entreprise et fidéliser ses clients. Il est capable de mener toute action commerciale nécessaire à l'atteinte des objectifs fixés de la négociation à la vente d'une prestation en passant par un bon suivi commercial. Dans un contexte fortement concurrentiel, Ce Technicien Spécialisé doit asseoir une bonne stratégie commerciale Il doit avoir tous les outils lui permettant d'analyser le marché en vue d'anticiper les besoins de ses clients grâce à une veille concurrentielle bien menée. Qu'il s'agisse d'une activité de vente locale, nationale ou à l'échelle internationale, ses qualifications lui offrent une grande capacité d'adaptation à toute situation commerciale.</p>
Qualités indispensables pour réussir l'exercice du métier	<ul style="list-style-type: none"> - Sens de l'écoute et de l'accueil ; - Capacités relationnelles et communication - Sens de l'initiative - Capacités d'adaptation - Travail en équipe
Compétences techniques clés pour l'exercice du métier	<ul style="list-style-type: none"> - Analyser et prospecter l'environnement ; - Réaliser des opérations de ventes ; - Réaliser des négociations commerciales ; - Assurer le suivi opérationnel d'une gestion commerciale et/ou d'un secteur commercial ; - Parler une langue étrangère (Anglais...) ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Utiliser les outils bureautiques, traitement de textes, tableurs, gestions des fichiers ; - Animer une équipe de vente ; - Gérer les opérations d'import/export ; - Préparer les voyages d'études, les salons, les expositions ; - Etablir les conditions générales de ventes et les contrats d'agents ; - Traiter les commandes et les encaissements.
Perspectives d'évolution de carrière	Après quelques années d'expérience et après avoir démontré ses compétences professionnelles, le Technicien Spécialisé en Gestion des Entreprises Option Commerce se verra confier des responsabilités plus importantes dans les directions commerciales ou de marketing.

Secteur Administration, Gestion et Commerce

Fiche profil du le Technicien Spécialisé en Gestion des Entreprises Option Office Manager

Descriptif du métier	<p>Au sein d'une entreprise, le Technicien Spécialisé en Gestion des Entreprises Option Office Manager a pour mission essentielle d'assister le dirigeant de la structure et de le décharger de certaines de ses fonctions. Il est, en particulier, chargé de la gestion des opérations administratives et de la transmission des informations entre la direction et ses différents interlocuteurs internes (services, personnel) et externes (fournisseurs, banques...). Il rédige des synthèses et présente des rapports et des bilans. Selon la taille de l'entreprise qui l'emploie, il peut aussi prendre en charge la gestion du budget (élaboration et suivi), s'occuper de la comptabilité, planifier et veiller à la mise en œuvre des projets qu'il supervise. Ses fonctions l'amènent à connaître parfaitement chaque service de son entreprise et tous les rouages qui assurent son fonctionnement.</p>
Qualités indispensables pour réussir l'exercice du métier	<ul style="list-style-type: none"> - Sens relationnel, - Esprit d'équipe, - Qualité d'écoute, - Sens du contact, - Rigueur, - Discrétion, - Disponibilité, - Aisance de communication, - Capacité d'adaptation, - Polyvalence, - Organisation, - Bonne présentation
Compétences techniques clés pour l'exercice du métier	<ul style="list-style-type: none"> - Répondre à la clientèle par contact direct et par téléphone ; - Effectuer les tâches relatives à l'organisation du bureau ; - Assurer le suivi de la correspondance ; - Produire des documents ; - Concevoir la présentation de documents écrits et virtuels ; - Effectuer des opérations liées à la tenue de réunions et à la formation interne ; - Organiser des événements ; - Produire des données statistiques ; - Gérer des documents. - Tenir la comptabilité générale d'une entreprise (manuelle et informatisée) ; - Réaliser une étude de marché ; - Tenir une gestion commerciale ; - Assurer l'administration du personnel ; - Assurer la gestion de trésorerie ; - Tenir une comptabilité analytique ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Tenir une gestion budgétaire ; - Gérer une ligne de produit ; - Tenir une Gestion des stocks ; - Réaliser des études d'environnement ; - Réaliser des analyses de poste et élaborer des plans de formation.
Perspectives d'évolution de carrière	<p>Après quelques années d'expérience et après avoir démontré ses compétences professionnelles, le Technicien Spécialisé en Gestion des Entreprises Option Office Manager se verra confier des responsabilités plus importantes d'encadrement.</p> <p>le Technicien Spécialisé en Gestion des Entreprises Option Office Manager peut évoluer vers un poste de secrétaire général, de responsable administratif et financier ou de responsable des services généraux.</p>

Secteur Administration, Gestion et Commerce

Fiche profil du Technicien Spécialisé en Gestion des Entreprises Option Ressources Humaines

Descriptif du métier	<p>Le Technicien Spécialisé en Gestion des Entreprises Option Ressources Humaines contribue à la mise en œuvre de la politique RH. Il est appelé à traiter soit partiellement, soit en totalité les données relatives de la gestion du personnel.</p> <p>Ses activités principales :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Assister le responsable dans les opérations de recrutement ; • Participer à la gestion de la formation du personnel ; • Etablir la paie du personnel ; • Renseigner les formulaires de déclaration fiscale et sociale ; • Participer au suivi administratif du personnel...
Qualités indispensables pour réussir l'exercice du métier	<p>Savoir faire preuve de créativité et d'innovation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Savoir analyser et synthétiser • Savoir écouter • Savoir communiquer à l'écrit et à l'oral • Faire preuve de capacités relationnelles et de communication • Savoir planifier et organiser sa charge de travail • Savoir travailler en équipe
Compétences techniques clés pour l'exercice du métier	<ul style="list-style-type: none"> • Tenir la comptabilité générale d'une entreprise ; • Utiliser efficacement les TIC et des logiciels de gestion • Connaître les dispositifs législatifs et réglementaires relatifs aux conditions de travail, à la santé et sécurité en milieu professionnel • Connaître les outils et les techniques de gestion RH • Connaître les techniques d'animation, d'organisation et de communication
Perspectives d'évolution de carrière	<p>Après quelques années d'expérience et après avoir démontré ses compétences professionnelles, le Technicien Spécialisé en Gestion des Entreprises Option Ressources Humaines se verra confier des responsabilités plus importantes d'encadrement Il peut s'orienter vers des postes tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Responsable ressources humaines ✓ Directeur ressources humaines

- **Secteur : Gestion et Commerce**
- **Filière : assistant administratif option commerce**
- **Niveau : Technicien**

Descriptif du métier	L'Assistant Administratif option Commerce intervient dans une démarche commerciale active et qui dispose des compétences professionnelles nécessaires pour exercer les activités suivantes : la prospection, la négociation commerciale, la vente et la fidélisation de la clientèle, l'animation d'une surface de vente et les tâches de la gestion, dans le but de développer les ventes de l'entreprise. Ces activités s'exercent dans toutes les entreprises industrielles, commerciales et de service de toutes tailles afin de mettre à la disposition de la clientèle les produits/services correspondant à sa demande.
Qualités indispensables pour réussir l'exercice du métier	<ul style="list-style-type: none"> - Sens de l'écoute et de l'accueil ; - Capacités relationnelles et communication - Sens de l'initiative - Capacité d'adaptation - Travail en équipe
Compétences techniques clés pour l'exercice du métier	<ul style="list-style-type: none"> - Utiliser les techniques de gestion ; - Utiliser les outils de la bureautique ; - Maîtriser les techniques de vente ; - Appliquer les techniques d'organisation concernant le magasin ; - Gérer les stocks et les approvisionnements du Magasin ; - Maîtriser les procédures d'enregistrement journalier des ventes ; - Maîtriser l'arithmétique commerciale ; - Rédiger une correspondance commerciale arabe et française ; - Appliquer les principes de base en marketing et plus particulièrement en Marchandisage.
Perspectives d'évolution de carrière	Après quelques années d'expérience et après avoir démontré ses compétences professionnelles, l'assistant administratif option commerce se verra confier le poste de chef de secteur de vente, chef de produit ou responsable d'une équipe de vendeurs. Il peut également évoluer vers les métiers de la logistique

- **Secteur : Gestion et Commerce**
- **Filière : assistant administratif option comptabilité**
- **Niveau : Technicien**

Descriptif du métier	L'assistant administratif option comptabilité dispose des compétences spécifiques lui permettant d'effectuer la tenue des comptabilités, d'assurer la facturation, le suivi des achats ou des ventes et la gestion des commande, à travers l'utilisation des logiciels spécialisés, d'établir la paie et les déclarations sociales et fiscales courantes, de produire des états de synthèse annuels, de participer au contrôle de gestion, d'organiser son travail et d'être en relation avec les différents partenaires de l'entreprise (clients, fournisseurs, personnel, administration...)
Qualités indispensables pour réussir l'exercice du métier	<ul style="list-style-type: none"> - Etre rigoureux et précis - Sens d'analyse - Sens de planification et d'organisation - La capacité à travailler en équipe - Le respect de la confidentialité des informations traitées.
Compétences techniques clés pour l'exercice du métier	<ul style="list-style-type: none"> - Enregistrer les opérations en comptabilité et établir les situations périodiques ; - Réaliser les opérations de fin d'exercice et établir les documents de synthèse ; - Etablir les déclarations fiscales, courantes et annuelles ; - Préparer et établir les paies et déclarations sociales ; - Assurer la gestion de la trésorerie et établir les budgets ; - Présenter et commenter les situations comptables et documents d'aide à la gestion ; - Assurer le suivi administratif des opérations commerciales, établir les devis, factures ; - Participer à la gestion des stocks ; - Assurer le suivi administratif et financier du personnel ; - Contribuer au suivi juridique des obligations de la société ; - Tenir les tableaux de bord.
Perspectives d'évolution de carrière	Après quelques années d'expérience et après avoir démontré ses compétences professionnelles, l'assistant administratif option comptabilité peut prendre la responsabilité de la comptabilité au niveau d'une PME ou seconder le chef comptable dans les grandes structures. Il peut également s'installer pour son propre compte en créant un bureau fiduciaire et obtenir le titre de comptable agréé.

- Secteur : Gestion et Commerce
- Filière : assistant administratif option gestion
- Niveau : Technicien

Descriptif du métier	<ul style="list-style-type: none"> - L'Assistant Administratif option Gestion exerce son activité dans les PME/PMI, les grandes entreprises publiques ou privées quels qu'en soient la taille, le secteur d'activité et le secteur économique. - Dans l'exercice de son métier, l'assistant administratif option gestion constitue un relais entre son unité et les partenaires internes et externes, il facilite le travail des membres de son unité et il participe à l'organisation pratique de son service.
Qualités indispensables pour réussir l'exercice du métier	<ul style="list-style-type: none"> - Sens relationnel - Discrétion, - Disponibilité, - Capacité d'adaptation, - Polyvalence, - Organisation, - Bonne présentation
Compétences techniques clés pour l'exercice du métier	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer le suivi administratif des opérations commerciales, établir les devis, factures ; - Participer à la gestion des stocks ; - Assurer le suivi administratif et financier du personnel ; - Contribuer au suivi juridique des obligations de la société ; - Tenir les tableaux de bord. - Organiser un système de classement ; - Participer à l'organisation ou à la réorganisation du service ; - Collationner des données statistiques et les présenter ; - Présenter des documents (avec outils bureautiques) ; - Rédiger des écrits professionnels (courriers, notes de synthèse, comptes rendus) ; - Gérer l'agenda de son supérieur ; - Utiliser le téléphone pour traiter un dossier ; - Organiser des réunions.
Perspectives d'évolution de carrière	Après quelques années d'expérience et après avoir démontré ses compétences professionnelles, l'assistant administratif option Gestion peut évoluer vers le poste de l'office manager.

Annexe 4 : Modèle de syllabus



الوزارة المغربية للتكوين المهني وإنعاش الشغل
Ministère marocain de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail

Formation des Formateurs

Année de formation : ____/____

Secteur :
GESTION -COMMERCE

Thème :

Objectifs pédagogiques :

DEMARCHE PEDAGOGIQUE

1

DUREE DE LA FORMATION

FORMATEURS CIBLE

OUTILS DE LA FORMATION

LIEU

PROGRAMME DE FORMATION :

Les compétences à acquérir :

Logistique nécessaire :